

**TRIBALISME NUMÉRIQUE ET CRISPATIONS
IDENTITAIRES AU CAMEROUN : DE LA FLORAISON
D'UN DISCOURS TRIBAL À L'URGENCE
D'IMPLÉMENTATION D'UNE ÉDUCATION
CITOYENNE RÉPUBLICAINE**

NOTES DE L'IPREVA
DÉC. 2019



ARMEL SYLVAIN
BAHOKEN MIGNAMISSI

Tribalisme numérique et crispations identitaires au Cameroun : De la floraison d'un discours tribal à l'urgence d'implémentation d'une éducation citoyenne républicaine

Armel Sylvain BAHOKEN MIGNAMISSI

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Comment citer cette publication :

BAHOKEN MIGNAMISSI, Armel Sylvain, (2019), « Tribalisme numérique et crispations identitaires au Cameroun : De la floraison d'un discours tribal à l'urgence d'implémentation d'une éducation citoyenne républicaine », *Notes de l'IPREVA*, n°1, 10 décembre.

©IPREVA 2019

Tous droits réservés

INITIATIVE POUR LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION ET
L'EXTRÉMISME VIOLENTS EN AFRIQUE

Bastos / Yaoundé

Tel : 237 694 096 263, info@ipreva.org – www.ipreva.org

ISBN : 978-9956-12-756-6



Présentation de l'auteur

Armel Sylvain BAHOKEN MIGNAMISSI

Est Doctorant en Science politique de l'Université de Douala et titulaire de Master en Science politique de l'Université de Yaoundé II. Stagiaire à la Commission du Bassin du Lac Tchad et point focal du G5 Sahel, ses travaux portent sur l'analyse comparée des politiques de sécurité dans les espaces tchadiens et sahéliens. Il est auteur de plusieurs articles issus des colloques nationaux et internationaux.



Résumé

Médias phares de la postmodernité (Maffesoli : 1998), marqués par une démocratisation de prises de parole sur la toile, les réseaux sociaux sont désormais considérés comme les nouvelles tribunes d'expression les plus usitées. Leur forte audience quotidienne et leur fréquentation permanente, les confèrent le statut de nouveaux espaces publics (Lits 2014) qui offrent une possibilité aux internautes de tout bord de communiquer, de s'informer et d'échanger. Cette nouvelle forme numérique d'espace public offre la possibilité à toutes les catégories sociales de s'exprimer et, a pour revers de se transformer en espace de radicalisation. Après une décennie d'innovations et d'essor marquée par le développement technologique, les réseaux sociaux tels que facebook, whatsapp, tweeter sont beaucoup plus utilisés à des fins malveillantes, que pour propager la connaissance et l'intérêt public. Cet article a pour objectif, d'analyser l'impact de la déflagration tribale virtuelle sur la cohésion nationale au Cameroun. En effet, les logiques discursives portées par les instigateurs de haine et véhiculées sur les réseaux sociaux, vectrices de crispations identitaires, ont pour effet la remise en cause du vivre ensemble. L'élection présidentielle du 07 Octobre 2018 fut considérée comme le moment propice d'exacerbation du repli identitaire aux regains tribalistes sur la toile. Le diagnostic d'un déferlement généralisé trouvant pour terrain d'expression les réseaux sociaux, adjoint à la crise sociopolitique qui sévit dans les régions du nord-ouest et sud-ouest Cameroun, invite les pouvoirs publics à définir une gouvernance de régulation de ce discours de haine, en se fondant sur une éducation citoyenne républicaine, gage d'une cohésion sociale et, d'une intégration nationale de camerounais de tout bord.

Mot clés : tribalisme numérique- crispations identitaires- discours tribale-éducation citoyenne.



Souvent qualifié d'Afrique en miniature au regard de sa diversité culturelle, linguistique et socioculturelle (Tchawa 2012), le Cameroun est un Etat dont la composition socio ethnique est marquée par le sceau d'une pluralité d'identités source d'ambivalence. C'est probablement l'une des raisons pour laquelle la gestion de l'identité, dans sa variable ethnique se pose avec acuité. Cette richesse culturelle fondant l'ipséité du Cameroun est un atout majeur qui fait du Cameroun une société plurale (Farhat 2016). Toutefois il est à noter que, la difficile cohésion interethnique causée par le repli identitaire engendre régulièrement des cycles de violence intercommunautaires¹. Et selon l'ancien président Ahmadou AHIDJO, ce dernier est un instrument de sécrétion de bifurcations réfractaires à l'accomplissement d'un tel dessein (Njoya : 2006). Un détour historique pose le constat selon lequel, les processus de démocratisation en Afrique subsaharienne, ont été fortement marqués par des replis identitaires et les crispations ethniques. L'ingénierie coloniale fondée sur la maxime « *diviser pour mieux régner* », est à l'origine de la haine tribale, considérée comme obstacle à l'intégration nationale². En outre en Afrique comme partout ailleurs, ce n'est pas tant le phénomène identitaire qui pose problème, mais la gestion des identités par les hommes politiques. La communication interethnique au Cameroun fortement marquée par un discours dévalorisant, conduit aux insultes, aux railleries et aux crispations identitaires. Le phénomène de mondialisation, au lieu de contribuer à l'étouffement de l'ethnicité, a plutôt entraîné sa résurgence avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Avatars de la mondialisation, les réseaux sociaux

¹ Ce fut le cas des oppositions des Banen contre les Bamiléké a Makénéné dans les années 2000 ; les Gbaya et les Mbororo dans la région de l'Est Cameroun ; les Eton et Haoussa pour ne citer que ceux-ci.

² Ici il s'agit de souligner que le tracé arbitraire des frontières, le mimétisme constitutionnel des Etats africains ayant constitutionnalisés les concepts d'allochtonie et d'autochtonie, peuvent être considérées comme des causes du tribalisme au Cameroun.



dorénavant mobilisés sous le couvert d'un certain anonymat (Legrain 2016), facilitent la communication entre communautés virtuelles (Simmel : 1981) catalysée non seulement par leur absence définie des frontières étatiques, mais également par leur plasticité (Guérin 2010).

Au Cameroun le constat de la floraison de prises de paroles cacophoniques, du foisonnement de nouveaux clivages tribaux sur la toile contribuant aux fragmentations identitaires, durant l'élection présidentielle, nous invite à poser l'équation suivante : comment concilier liberté d'expression et respect de l'autre sur la toile ? Car, comme le souligne Michel Sage, la venue d'internet, et par ricochet des réseaux sociaux, propose de nouveaux modes d'expressions, qui rendent la parole plus visible (Sage 2012). Au Cameroun, la mobilisation des réseaux sociaux comme arènes d'affrontements (Nkodo : 2015), et canaux de propagation de violences langagières à dessein tribales, a favorisé la conceptualisation des néologismes d'étiquetages (Becker : 1963) sociales indexant certaines ethnies de : *tontinards*³ et *sardinards*⁴. Ceci remet en cause la cohésion nationale et le vivre ensemble. Cette polarisation de l'espace sociale, favorisée par la radicalisation des communautés en ligne, atteindra son onde de choc durant l'élection présidentielle du 07 Octobre 2018. Ce moment électoral a donné lieu à la montée des discours d'exclusion sociale, à la résurgence d'un discours ethnique à regain tribaliste, porté selon Anicet Simo par certains entrepreneurs à la conquête du fauteuil présidentiel (Simo 2019). Si comme l'affirme Vincent Desportes que l'avenir n'est pas la technologie, mais dans l'esprit de cette dernière (Desportes :2008), la régulation des réseaux sociaux au Cameroun est un défi majeur à relever pour la préservation d'un climat social

³ Ces deniers militant pour une nouvelle dynamique qui relance les institutions, un nouveau président, une nouvelle élite gouvernementale, généralement porté par les membres de l'opposition camerounaise.

⁴ Ce sont ceux qui militant pour la conservation du pouvoir, la continuité de l'ordre établi, la permanence des mêmes rapports de forces, le maintien d'une seule vision de l'avenir du Cameroun.



pacifique, au regard des dérives pouvant déboucher aux violences intercommunautaires. L'analyse de cette thématique nous invite à plusieurs interpellations : comment retracer la floraison du discours tribal au Cameroun sur la toile source de crispations identitaires ? Comment se manifeste le cyber tribalisme sur les réseaux sociaux au Cameroun ? Quelles peuvent être les stratégies envisageables de régulation des identités sur les réseaux sociaux ?

Election présidentielle et exacerbations tribales sur les réseaux sociaux : la polarisation de l'espace social virtuel

Les réseaux sociaux défraient souvent la chronique de par leur volume et leur réactivité. Pour Philippe Noubel et Vivian Wu, le plus important s'est de s'interroger sur la prise en considération des réseaux sociaux, comme médias phares de la postmodernité, en tant qu'opportunité ou mieux, de les considérer au regard des prises de paroles cacophoniques qui en découlent, comme menace à la cohésion sociétale. Ces derniers estiment qu'ils contribuent à la polarisation de l'espace social virtuel (Noubel & Wu 2014). Les logiques discursives conflictuelles observées durant l'élection présidentielle de 2018, ont contribué à la formation de micro groupes parmi lesquels, figurent des partisans de la formation politique dominante et les partisans des formations politiques de l'opposition. Ce climat de désaccord a conduit les différentes formations politiques au conseil constitutionnel lors du contentieux post électoral.

La forclusion de l'altérité : la propagation des discours de haine sur la toile

Les conflits identitaires au Cameroun, comme partout ailleurs portent généralement sur le classement, la distinction des groupes comme ressources primaires. Autrement dit, ces derniers tournent autour des politiques de redistributions des ressources marquées selon Luc Sindjoun par l'amour possessif de l'Etat, à travers une *statolâtrie* exclusive (Sindjoun : 2002). Au Cameroun, la situation étatique antérieure à la colonisation prolongée durant la période post



indépendance, en entraînant une sorte de différenciations interethniques, a consacré une césure du phénomène ethnique contrairement à l'époque précoloniale (Amselle & Mbokolo 1998). Ainsi, l'ingérence de l'Etat dans la construction des communautés politiques constituées de différents groupes ethniques, cristallisera deux catégories de perceptions du réel tant dans le vécu quotidien, que sur les réseaux sociaux d'aujourd'hui : les « eux contre les nous » (Soja : 1970). Le discours de haine longtemps mobilisé par les acteurs politiques, comme outil stratégique de conquête du pouvoir au niveau local⁵, mais également comme instrument de conquête du pouvoir au niveau national est qualifié selon Kamche Wappi de tribalisme colonial (2016 : 47).

Stade suprême de la désobéissance civile au Cameroun (Mintoogue 2004), le discours tribal traduit un refus catégorique d'acceptation de l'autre et, consolide ainsi l'idée de développement d'une inimitié virtuelle, sur les réseaux sociaux entre internautes de manière permanente. A titre d'illustration Julie Owono relève des difficultés rencontrées sur les réseaux sociaux visant à supprimer les contenus problématiques. Selon elle « la polarisation rampantes des réseaux sociaux oppose d'un côté ceux qui véhiculent l'idée que les camerounais de l'ouest seraient les sous hommes antipatriotes et, de l'autre ceux qui accusent les Bétis de et les Bulu de commettre en génocide » (Owono 2018). La cohésion nationale socle d'un vivre ensemble au Cameroun depuis les années 1960, est émasculée par la question de gestion des identités par les entrepreneurs politiques. Dans ce sens, internet support de masse, sera mobilisé par les partisans de différents groupes ethniques afin d'exprimer leur mécontentement. L'élection présidentielle d'Octobre 2018, a ravivé le spectre d'un tribalisme d'antan, enfui dans méandres d'une illusion d'un climat social pacifié,

⁵ L'instrumentalisation des référents identitaires a permis pendant longtemps, de susciter le repli identitaire. C'est le cas de l'union tribale Ntem Kribi dite Efoula Meyong qui connaîtra un grand succès avec à sa tête Charles ASSALE constituée essentiellement de la tribu bulu.



dépourvue de tout discours tribal qui pourrait remettre en cause l'unité nationale. Le Cameroun passe ainsi par une crise identitaire, qui trouve pour terrain d'expression les réseaux sociaux, considérés comme canaux de déferlement de discours de division, de haine, de frustrations et d'exclusion de l'autre. Selon Benjamin OMBE, c'est sur les réseaux sociaux que les *fakes news* et les discours haineux sont véhiculés, et depuis la présidentielle de 2018, élection au cours de laquelle le président sortant, Monsieur Paul BIYA, a été réélu que la situation sur les réseaux sociaux s'est dégradée. A l'issu de ce scrutin présidentiel, les partis politiques de l'opposition, ont déposé 17 recours auprès devant être examinés par cette institution. Selon Alexandre Tchuileu, ils ont été déposés respectivement par Joshua Osih (SDF), Gabanmidanda Rigobert Aminou, Bertin Kisob (CPSJ) et Maurice Kamto (MRC) qui souhaitent tous l'invalidation des résultats obtenu par le candidat du RDPC dans les dix régions du pays (Tchuileu 2018). Ce climat tendu sur la toile, a contribué à la déstructuration du cyberspace national via des insultes, diffamations⁶, des menaces de part et d'autre.

La cristallisation des tribus affectuelles⁷ : la consécration des fragmentations affinitaires

Regroupés sur les réseaux sociaux sur la base de valeurs et d'affinités politiques, les différents internautes se sont constitués en groupe communautaires, ces derniers œuvrent dans une logique de défense leur

⁶ Une diffamation est une imputation ou une allégation d'un fait ou non avéré qui porte atteinte à quelqu'un ou à sa considération. Les propos diffamatoires peuvent faire l'objet d'une vérification et d'un débat contradictoire. Notons que la diffamation peut être insinué ou dubitative et est également reconnu contre une personne non expressément nommée.

⁷ Cette expression est empreintée à Michel Maffesoli qui met l'accent ici sur la formation des liens communautaires. Nous sommes selon Michel Maffesoli rentré dans un contexte postmoderne marqué par le déclin de l'individualisme au profit des groupes, des réseaux. Ce constat est pareil sur les réseaux sociaux et le temps des tribus est le diagnostic raisonné de notre société aujourd'hui.



point de vue et valorisent par ricochet leur appartenance ethnique et tribale sur la toile. Cette attitude fait prévaloir l'idée d'une forte emprise de la socialisation par le bas qui met en exergue la culture paroissiale⁸ sur les réseaux sociaux. En effet, l'utilisation des réseaux sociaux comme outil de sensibilisation et de recherche de soutien populaire par les candidats à l'élection présidentielle au Cameroun, favorise la constitution de communautés en lignes, de micro groupes entre internautes partageant des *logiques affectuelles* qui se fondent sur l'individualisme ethnique, comme source d'affirmation de soi (Maffesoli :2002). Le contexte actuel marqué par des fragmentations identitaires sur les réseaux sociaux, est un vas et vient constant qui établit une formation croissante et un développement de micro groupes que Maffesoli qualifie de tribus (2011 : 7-16). Ceci engendre inévitablement la constitution de groupes identitaires réfractaires de l'altérité ethnique. L'extension des réseaux sociaux contribue à la formation des microgroupes considérés comme plateformes d'échanges entre internautes au sein des quels, se dessinent en filigrane notre profil numérique et, qui en s'agrégeant, nous créent de façon involontaire et sans que nous le voulions, une identité numérique aux multiples facettes (Sage 2012). On assiste à une sorte de balkanisation des réseaux sociaux camerounais, résultante d'une diversité ethnique favorisée par la présence d'affinités plurielles. C'est une forme de tribalisme numérique qui puise des fondements sur le fait que, la condition sine-qua-none d'adhésion à un groupe quelconque est le partage d'affinités et valeurs ethniques identiques.

Les cycles électoraux généralement considérés comme moments propices d'exacerbation du repli identitaire et, de phobie de groupes ethniques à l'égard des autres, dévalorisent l'altérité ethnique et entraînent de surcroît des altercations et joutes orales. L'élection présidentielle au lieu d'être considérée comme moment d'admission de l'adversité, ravivera plutôt des tensions ethniques et les déportera sur

⁸ Ici le vote est fonction de l'identité.



les réseaux sociaux⁹. Ainsi, en participant d'une logique associative basée sur des liens ethniques, les internautes membres des communautés virtuelles expriment leurs points de vue, via les réseaux sociaux, en libérant leurs subjectivités (Cardon :2010). Le recours à la division des groupes et au repli identitaire virtuelle, durant l'élection présidentielle a favorisé par la construction selon Ben Batana à des expressions dévalorisantes indexant certaines ethnies : les *sardinards*¹⁰ d'un côté et les *tontinards*¹¹ de l'autre (Batana 2019). Ces expressions mobilisées à l'issue de l'élection présidentielle, ont contribué à stigmatiser certaines ethnies et à les opposer sur la toile. L'effet boomerang qui y résulte n'est rien d'autre que d'heurter les sensibilités des uns et des autres, en alimenter quelquefois des échanges violents sur la toile. Des considérations ethniques greffées à ces expressions, prendront donc une tournure guerrière à travers des affrontements virtuels entre membres de la brigade *anti-sardinards* (BAS) et la brigade *anti-tontinards* (BAT) (Batana 2019)¹².

L'urgence d'une régulation des réseaux sociaux comme gage d'une cohabitation virtuelle entre communautés ethniques

Au sein des sociétés¹³ plurales (Smith 1985) telle que le Cameroun, l'ethnicité en tant que réservoir de mobilisation, est souvent mobilisé comme une ressource politique dans les transactions des entrepreneurs politiques sur les réseaux sociaux. Cette stratégie n'est pas fortuite, elle

⁹ Voir infra figure n° 2.

¹⁰ Voir également la vidéo de Steve FAH, La sardine du RDPC sur You Tube, mis en ligne le 4 Octobre 2018. Ce dernier en s'inscrivant dans la thèse de Bayart axée sur la politique du ventre, caricature à travers sa vidéo les motivations personnelles qui conduisent les militants du parti au pouvoir à voter.

¹¹ *Ibid.*

¹² Figure n° 2 voir infra.

¹³ Ce sont des collectivités dont les membres sont divisés en catégories ou en groupe en fonctions des facteurs tels que la langue, la race, l'appartenance ethnique, la communauté de départ ou d'origine, la religion, les institutions sociales spécifiques ou la culture.



résulte d'une attitude rationnelle de la part des leaders politiques qui, soucieux de gagner en notoriété recherche l'auditoire et l'assentiment populaire sur la toile. L'utilisation des réseaux sociaux se fait à dessein de construction d'une véritable base de soutien, qui s'appuie sur des logiques affectuelles. Ceci d'autant plus que, les rétributions du militantisme sont généralement fonction des logiques de terroir, on assiste à une déportation du terrain sur la toile avec la construction des groupes virtuels regroupant généralement des individus partageant soit les mêmes langues, ou soit originaires du même espace géographique¹⁴. Pour gagner en popularité, les acteurs politiques recourent à diverses ressources, fussent-elles identitaires pourvu qu'elles leur soient profitables lors du vote. La mondialisation d'internet et la propagation des discours de haine, portée par des entrepreneurs de déstabilisation, sous le couvert de l'anonymat virtuel, invite l'Etat camerounais à revoir ses stratégies de régulations des réseaux sociaux. Dans ce contexte où on assiste à une pluralité de dialectes (Otayek 2013) et l'adoption du français et l'anglais, considérées comme langues officielles au Cameroun, la question du vivre ensemble se pose avec acuité. Ce constat problématique invite l'ordre gouvernant à une régulation des réseaux sociaux à dessein d'une neutralisation de la montée en puissance du discours de haine (Ombe 2019) entre internautes appartenant aux communautés politiques distinctes.

¹⁴ L'espace géographique renvoie à la région d'origine. On peut évoquer à titre illustratif des groupes créés sur *facebook* comme le banens du monde regroupant exclusivement les camerounais de tribu Banens sur la toile.



Emergence d'un Etat régulateur¹⁵ des réseaux sociaux : clef de route d'une cohésion sociale et d'une intégration nationale entre communautés politiques

Considéré comme vecteur actif de radicalisation (Alava ; Najjar ; Hussein 2017), internet favorise la prolifération des idéologies extrémistes violentes. L'élection présidentielle d'Octobre 2018 au Cameroun, a favorisé un déploiement au sein des fora, des postes, et de discours xénophobes qui banalisent la violence (Simo 2019). Difficiles à maîtriser (Legrain 2016), les réseaux sociaux espace public ouvert à tous, posent un souci majeur : comment concilier liberté d'expression véhiculée par la mondialisation libérale et acceptation de l'autre en contexte électoral ? La responsabilité première de l'Etat demeure dans ce contexte, est de réguler les discours de haine sur les réseaux sociaux, afin de protéger les générations futures (Ombe 2019). Selon une enquête menée par Reuters Institute For the Study of Journalism, 28% des 18-14 ans s'informent via les réseaux sociaux notamment *facebook* et *WhatsApp* qui selon ce rapport, est la principale source d'informations (Reuters Institute Digital News Report 2019). Or sur ces derniers, circulent des informations non vérifiées, des *fake news*. Ainsi, la stabilité de l'Etat camerounais fonction du défi de régulation des réseaux sociaux au Cameroun, pourrait se construire à travers le dépassement des identités ethniques, en rejetant bien évidemment selon Auguste Nguelieutou les affirmations identitaires sur la toile, les

¹⁵ Pour Jacques Chevallier l'Etat régulateur émerge suite au déclin de l'Etat providence qui fut omniprésent dans la vie sociale ; il rompt avec l'interventionnisme et le dirigisme qui ont été la marque de l'Etat providence pendant la période de gloire de trente glorieuse. Le mot réguler apparaît dès le XIVe siècle dans la langue française. D'Alembert utilise, en 1770, le mot régulateur. Enfin, le terme de régulation est utilisé, dès 1832, pour désigner le fait d'assurer un fonctionnement correct et régulier d'un système complexe, d'en préserver l'équilibre, que cette action soit conduite par un agent extérieur ou par le système lui-même. Ce concept a trouvé un champ d'application particulier en matière d'action publique.



tensions et les heurts, qui déciment l'espace pluriculturelle camerounais de la vie collective (Nguelieutou 2003). La démultiplication des groupes d'appartenances identitaires sur les réseaux sociaux, constitués en communautés virtuelles, interpelle la responsabilité non seulement de l'Etat camerounais, mais également d'organisations transnationales, nationales, ainsi que les membres de la société civile (Musiani 2014), qui agissant en symbiose pourraient trouver des mesures palliatives visant à consolider le vivre ensemble.

Le système de régulation des réseaux sociaux et de régulation des usages de ces derniers permet de faire ressortir l'une des fonctions cardinales de l'Etat camerounais qui, en tant qu'instance de cohésion sociale, doit contribuer à la régulation des propos tenus par les internautes. Conçu comme arbitre de régulation des rapports sociaux au sens de Chevallier (2004 : 473-482), l'Etat régulateur devra contribuer à l'homogénéisation des différents groupes ethniques du Cameroun en construisant un citoyen camerounais détacher non seulement de toute appartenances ethniques et de toute considération individuelle. Bien que fétichisée, l'unité nationale doublée de sa dimension processuelle comme le souligne Jean Njoya (2006 : 2-4), se doit de rejeter les actes de tribalisme et de repli identitaire. Dans ce sens, l'urgence d'adoption de stratégie d'approche virtuelle, de construction d'une nation au sens français basée sur les valeurs d'acceptation de camerounais de tout bord et pacifications des mœurs virtuelles s'impose. L'Etat dans l'exercice de sa fonction responsive doit se livrer dans une entreprise de parlementarisation des rapports entre internautes au sens Eliasien sur la toile en sensibilisant les internautes sur le bienfondé de l'acceptation de l'autre.

La construction discursive d'un vouloir vivre ensemble sur les réseaux sociaux : du rejet du communautarisme au renforcement de la conscience collective

Les réseaux sociaux semblent devenir au Cameroun, depuis la dernière élection présidentielle d'Octobre, une véritable arène de défoulement politique. Ils sont à cet effet mobilisés pour véhiculer la



haine à l'égard des autres. A travers des plates formes dédiées, les internautes se livrent à des logiques discursives conflictogènes qui, remettent en cause l'unité nationale et le vouloir vivre ensemble. L'accès aux réseaux sociaux et leur utilisation, demeurent problématique (Dahlgren & Relieu 2000), car certaines affirmations devraient faire l'objet de sanctions pénales infligées aux responsables de discours haineux. Depuis les années 2000, les réseaux sociaux considérés comme espace public revisité au sens Habermacien, se sont multipliés et, les hommes politiques y publient des contenus relatifs à leurs projets politiques. L'usage stratégique de ces derniers durant la période préélectorale, électorale et postélectorale présidentielle au Cameroun a provoquée des dérives d'usages, au regard des tensions générées. Selon Kougoum, l'analyse des problèmes liés à l'ethnicité au Cameroun, permet de mieux saisir la manière par laquelle l'idéologie ethnique, a été instrumentalisée et entretenue par la politique post coloniale (Galbert Kougoum 2009). Ces oppositions tribales sur les réseaux sociaux mettent en péril la paix, la poursuite du bien commun, mais aussi le tissu social. Même si internet est de nos jours incontournable pour les entrepreneurs politiques (Beuscart & Dagiral & Parasie : 2016), l'urgence d'une civilisation des mœurs discursives sur la toile, s'impose pour la consolidation du vouloir vivre ensemble. Ceci implique de quitter le nous ethnique pour le nous camerounais. Construit sur la base de l'image d'un village idéalisé (Muller 2008), le vivre ensemble au Cameroun, interpelle toutes les couches sociales. Il est la résultante de l'affaiblissement de la conscience collective et du développement de comportement individualiste ou communautaire, qu'il faut impérativement bannir de l'*habitus* comportemental camerounais¹⁶.

Le discours de rupture qui a entraîné l'essor du web, est une occasion pour l'Etat camerounais conscient de la présence de

¹⁶ Le communautarisme se caractérise par le fait que certains individus considèrent les normes et les valeurs sociales comme des obstacles à l'épanouissement personnel et choisissent de s'affirmer par leurs propres valeurs.



crispations identitaires sur la toile, de passer de stade de discours à celui des actes à travers l'administration de ce nouvel espace public. A cet effet, le renforcement de la conscience collective et, une éducation citoyenne républicaine seraient d'un atout majeur en vue d'inculquer le respect de l'autre, ce qui permettra de transcender les identités ethniques distinctes. L'hétérogénéité sociale et culturelle du Cameroun, invite les leaders politiques, la société civile et leaders d'opinions, à relever le défi de la division et de la haine. La montée de l'ethnisme en Afrique subsaharienne en général et au Cameroun en particulier, bien que correspondant à une réaction contre la centralité du pouvoir à la recherche d'une identité culturelle aujourd'hui fortement aliénée, est l'occasion pour l'ordre gouvernant de mettre en place d'une intégration pluri ethnique. Cette dernière, se conçoit par un dialogue inter ethnique qui reconnaît et engendre la diversité. En un mot, dialoguer c'est accepter l'autre, c'est pacifier la vie sociale. Cette relation dialogique entre les différentes ethnies du Cameroun développe l'égalité au détriment du communautarisme ou de l'individualisme. En outre, le renforcement d'une conscience collective gage d'un développement sur les plans culturels, économiques, politiques, se matérialise par l'implémentation d'une éducation¹⁷ citoyenne, qui puisant dans l'histoire du Cameroun, aura pour finalité d'inculquer aux générations futures l'esprit de patriotisme, de vivre ensemble, de cohésion sociale. Cette éducation passe non seulement par des séminaires de formation, visant à acquérir des connaissances relatives aux vertus et valeurs du vivre ensemble, mais également par des campagnes de sensibilisation la conscientisation des internautes camerounais sur l'usage des réseaux sociaux.

¹⁷ L'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mures. Cependant ici, l'éducation concerne l'ensemble des processus qui forment les citoyens camerounais et les préparent à jouer un rôle au sein de la société camerounaise dans l'édification d'une nation où cohabitent les différents groupes ethniques sans discriminations, ni rejet de l'altérité.



En somme, au Cameroun l'équation tribale a toujours été au centre de la politique de redistribution des ressources et, depuis 1960 la prise en compte de la diversité ethnique est étroitement liée au chantier de construction d'une unité nationale socle d'une cohésion sociale. L'élection présidentielle d'Octobre, moment crucial de compétition pour l'accès à la fonction présidentielle a ravivé et contribué la recrudescence d'un discours tribal vecteur de haine et, de crispations identitaires. Cette hystérie collective, présente jadis sur les réseaux sociaux, s'est déportée au sien du conseil constitutionnel à la faveur du contentieux post électoral. Bien que la politisation des réseaux a entraîné l'onde de choc du tribalisme comme stade suprême de la désobéissance civile, la mise sur agenda du tribalisme numérique, n'a malheureusement pas donnée lieu aux *outputs* pénalisant des propos légitimant la haine tribale sur la toile tenue par certains internautes. Les réseaux sociaux sont considérés désormais comme les nouveaux champs de bataille politique et, comme la tribune d'expression de logiques discursives conflictogènes. Le diagnostic d'un déferlement généralisé de haine tribale sur la toile, donnant naissance aux affrontements physiques impose une régulation des réseaux sociaux par l'Etat camerounais, soucieux de la consolidation d'une cohésion sociale virtuelle entre groupes ethniques. En outre, la polarisation de l'espace social virtuel et la construction d'un idéal « le nous contre le vous », invite les leaders politiques, la société civile et autres acteurs d'extirper des réseaux sociaux tout discours allant à l'encontre de l'éthique sociétal. Le chantier de construction d'une unité nationale et d'une coopération pluriethnique, demeure une entreprise de grande envergure qui devrait se faire en mettant l'accent non seulement sur le vivre ensemble, mais également par le canal d'une éducation sociale républicaine.



Références

-Alava Séraphin, Najjar Noha, Hussein Hasna.2017. « Etude des processus de radicalisation au sein des réseaux sociaux : place des arguments complotistes et des discours de rupture ». *Revue Quaderni*, n°94 :29-40.

-Amselle Jean-Loup et M'Bokopo Elikia .1998. « Au cœur de l'ethnie, tribalisme et Etat en Afrique ». *Annales Economies, sociétés, civilisations*, n°6 :1407-1408.

-Batana Ben. 2019.Cameroun : Sardinards contre Tontinards : guerre civile à Genève. Wwv// camerbe, 01 Juillet. Consulté le 13 Octobre 2019 à 16h30.

-Becker Howard. 1963. *Outsiders: Studies in the sociology of Deviance*. Fru Press of Glencoe.

-Beuscart Samuel Jean, Dagiral Éric, Parasie Sylvain. 2016.Sociologie d'internet. Armand Colin, Paris.

-Cardan Dominique.2010. *La démocratie internet*, Le seuil, Paris.

-Castells Manuel.2002. *La Galaxie internet*. Fayard, Paris

-Chevallier Jacques. 2014 « L'Etat régulateur ». *Revue Française D'administration Publique*, n°111 :443-482.

-Dahlgren Peter, Relieu Marc. 2000. « Espace public et internet, structure espace et communication ». *Réseaux*, n°100, vol,18 :157-186.

-Desportes Vincent.2008. *La guerre probable* : penser autrement. Economica, Paris.

-Evang Akono Serge Alain. 2014. « Contribution à une science Africaine de l'éthique à partir de l'expérience Camerounaise ». *Droit et sociétés*, n°86 : 157-174.

-Guérin Maria Mercanti. 2010. « Analyse des réseaux sociaux et communautés en ligne : quelle application en marketing ? ». *Management et Avenir*, n°132-153.

-Kamche Wappi Celin.2016-2017. « Processus électoral et contestation des résultats en Afrique francophone : le cas du Cameroun de 2012-2018 ». Mémoire de master en Science Politique université de Yaoundé II, SOA.

-Kougoum Golbert.2009. « Pour une église communauté de paix



dans un contexte multiethnique conflictuel le cas du Cameroun ». Thèse de doctorat à la faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade philosophie Doctor *Ph. D*, Université De Montréal.

-Legrain Thomas.2016. « L'utilisation des réseaux sociaux par les bandes criminelles ». *Sécurité Globale*, n°5 :97-11.

-Maffesoli Michel.2011. « Tribalisme post moderne ». *Sociétés*, n°112 : 7-16.

-Maffesoli, Michel. 2000.*Le temps des tribus : le de déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*. Table Ronde.

-Mintoogue Yves.2004. « La fabrique de l'unité nationale au Cameroun : dynamique consensuelle au projet hégémonique ». *Africultures. Les mondes en relation*, wwprintfriendly.com Publié le 7/12/2004 consulté le 27-10-2019 à 16h30min

-Muller René.2008. « Vivre ensemble ». *Revue Gériologie et Société*, n°126, vol31 :225-230.

-Musiani Francesca.2014. « Neutralité de l'internet dépasser les scandales ». *Revue Politique Étrangère*,14 hivers :57-68.

-Nguelieutou Auguste. 2003-2004. « Le peuple dans la vie politique camerounaise postcoloniale ». Thèse de Doctorat en science Politique, Université de Yaoundé II, Soa.

-Njoya Jean.2006-2007. « Unité nationale et mutation politiques : Essai sur la régulation symbolique, Université De Yaoundé II soa.

-Nkodo Nestor cédryc.2015-2016. « La construction du jeu politique dans les configurations terroristes : cas du Cameroun à l'épreuve du groupe Boko Haram ». Mémoire de master en Science Politique, université de Yaoundé II-SOA.

-Noubel Filipe & wu Vivian .2014. « Le chaos créatif des réseaux sociaux : opportunité ou menace pour la dynamique de l'Etat chinois ». *Revue française d'administration publique*, n°150 :481-494.

-Ombe Benjamin .2019. « Discours haineux sur les réseaux sociaux, sensibiliser maintenant et protéger les générations futures ». *ESSINGAN*, n°223, du 15 juillet.

-Otayek René.2013. « Pluralisme culturel et régime (s) politique(s).



Un essai de comparaison Afrique/ monde, Arobe ». *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol 20 :101-123.

-Owono julie.2018. « Quand les réseaux sociaux reçoivent les conflits ethniques » *Jeune Afrique.com* Consulté le 16 Octobre

-Reuters Institute Digital News Report. 2019.

-Sage Michel. 2012. « Internet : une autre manière de rester socialement invisible ». *Inflections*, n° 20 :101-109.

-Simmel Georges.1981. *Sociologie et épistémologie*. PUF, Paris.

-Simo Anicet.2019. « Montée du tribalisme : le Cameroun est aujourd'hui au bord de la guerre civile ». *Fr. Sputmiknews*. Com [https : www.google.com](https://www.google.com) consulté le 04/10/2019 à 18h30 min.

-Simo Anicet.2019. « Haine sur les réseaux sociaux au Cameroun : entre défouloir et manipulation politiques ». *Fr. Sputmiknews*. Com [https : www.google.com](https://www.google.com) consulté le 04/10/2019 à 18h30 min

-Sindjoun Luc. 2002.L *Etat ailleurs. Entre noyaux dur et case vide*, Economica, Paris.

-Smith MG. 1987. « Pluralisme, violence et l'Etat moderne : une typologie ». Kazangila. (dir.) *Etat au pluriel. Perspectives de sociologie*, Economica, Paris.

-Soja Edxard.w.1970. "Ethnicity and tribalism". *The African experience*. Edité par John Paden et Edward N.

-Tchuleu Alexandre.2019. « Le contentieux post électoral :17 recours à examiner » www.cameroun.tribune.com, consulté le 21 novembre à 16h30.

-Thawa Paul.2012. « Le Cameroun une Afrique en miniature ». *Cahiers d'Outre Mers*, n°259, pp.319-338. Consulté le 13 Octobre 2019 à 16h30.

IPREVA est la première organisation africaine de droit camerounais, à but non lucratif qui vise à prévenir la radicalisation violente sur toutes ses formes en Afrique

